

*Colloque*

*Regards croisés sur les milices d'Afrique et  
d'Amérique latine en situation de violence*

CERI (25-26 septembre 2008)

« LA RÉPUBLIQUE OUBLIE-T-ELLE SES ENFANTS ? »

MILICIANISATION ET DÉMILICIANISATION DU CHAMP POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

*Richard Banégas,*

*Département de Science politique,*

*Université Paris 1 Sorbonne, CEMAf*

Depuis le début du conflit, en septembre 2002, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans un processus multiforme de "milicianisation" de la société, de privatisation de la violence et de militarisation de la jeunesse sous la houlette du régime FPI. L'histoire est connue, rappelons-la brièvement. Dès le début des offensives rebelles dans l'Ouest à l'automne 2002, le Président Gbagbo et ses conseillers ont pris conscience qu'ils ne pourraient guère compter sur l'armée nationale, affaiblie et divisée, pour résister et éventuellement reconquérir le territoire. Pour pallier cette faiblesse structurelle des organes officiels de sécurité, ils ont alors eu recours à une double stratégie de privatisation et de « paramilitarisation » du conflit : d'une part en recrutant des mercenaires étrangers (Angolais, Sud-africains, Ukrainiens, Israéliens, Français, etc), employés essentiellement dans des fonctions d'encadrement, de renseignement et de formation, et, d'autre part, en suscitant la création de divers mouvements paramilitaires pour faire face aux rebelles et garantir l'assise du régime.

Parmi ces mouvements, on peut en distinguer trois types : les forces paramilitaires de l'Ouest ; les milices villageoises ; les mouvements et milices urbaines de « Jeunes patriotes ». En vérité, cette typologie est purement analytique car, d'une part, on constate que, sur le terrain, les frontières entre ces divers mouvements sont très poreuses et, d'autre part, on sait que ces mouvements participent d'une même nébuleuse de forces parallèles, organisées et financées en haut lieu, par les premiers

cercles du pouvoir présidentiel. Quoique non homogènes et pas toujours coordonnées, on peut considérer que ces diverses forces parallèles s'inscrivent dans un continuum de privatisation de la violence et de paramilitarisation du pouvoir.

Ces structures ont été très actives aux débuts de la guerre ; ce sont elles qui ont permis au régime de se maintenir. Leur activité, par la suite, a fluctué en fonction des événements ; certaines ont disparu ou se sont débandées, d'autres ont fait évoluer leur fonction et leur "raison sociale", mais la plupart se sont maintenues et, quoique en sommeil depuis les Accords de Ouagadougou, elles posent aujourd'hui un défi majeur pour l'après-guerre. Cette communication s'interroge sur la signification sociale et politique de ce phénomène milicien et de son devenir dans la situation post-conflit. En observant les dynamiques de milicianisation qui traversent l'espace rural et celles de l'espace urbain dans le Sud du pays<sup>1</sup>, elle avance l'hypothèse que celles-ci participent à et de l'informalisation d'un État que l'on pourrait qualifier – sous certaines réserves – d'« État-milicien<sup>2</sup> ». Une informalisation qui tient notamment (mais pas seulement) à l'entrée en force de certains responsables politico-miliciens (issus de la Fesci en particulier) au sein de l'appareil d'État. Des données recueillies récemment sur la « carrière » de ces nouveaux impétrants nous conduiront à nous interroger, pour finir, sur l'influence que pourrait avoir cette « génération fesciste » dans un proche avenir.

### *La milicianisation de l'espace rural (Ouest et Centre-Ouest)*

Pour ne point trop s'étendre sur le contexte, rappelons que c'est surtout dans le conflit de l'Ouest de la Côte d'Ivoire que la stratégie de la « *counter-insurgency* » a été appliquée par le gouvernement, avec la création de véritables organisations paramilitaires, semblables, *mutatis mutandis*, dans leur structuration et leur fonctionnement à celles mises sur pied par les gouvernements latino-américains pour lutter contre les narco-guérillas<sup>3</sup>. Des armées parallèles ont ainsi été mises sur pied,

---

<sup>1</sup> Les données utilisées dans ce papier proviennent d'enquêtes menées depuis le début du conflit dans les régions méridionales du pays. Lors de la dernière vague d'enquêtes, deux assistants ont été mobilisés pour couvrir les régions de l'Ouest (Alain Toh et Gnangadjomon Koné) tandis que je menais personnellement les enquêtes sur les milices urbaines d'Abidjan. Précisons que ces enquêtes portaient de manière générale sur l'engagement des jeunes dans la crise (et en particulier les Jeunes patriotes) et que ce n'est qu'incidemment qu'elles ont abordé les phénomènes miliciens.

<sup>2</sup> Nous avons avancé une première fois cette hypothèse dans R. Banégas, « Costa d'Avorio, lo Stato delle milizie », *Limes*, n°3, 2006

<sup>3</sup> Voir E. Lair, G. Sanchez, eds., *Violencias y estrategias colectivas en la region andina*, Bogota, IFEA, Editorial Norma, 2004.

en liaison directe avec le LURD libérien et les FDS, dans un contexte de transnationalisation croissante du conflit. Ces groupes paramilitaires, formé de recrues volontaires sans véritable expérience des armes au départ, se sont très vite aguerris au contact de leurs “conseillers” libériens. L’expérience directe de la guerre et des atrocités dans des zones où celles-ci furent massives a transformé ces hommes en machines à tuer. Les combattants ont reçu des formations militaires accélérées, mais ils ont aussi pour la plupart suivi des séances de protection mystique (*kanké*) qui leur confèrent, encore aujourd’hui, un sentiment de pouvoir supérieur et d’invincibilité. Cette dernière caractéristique n’est pas à négliger dans la perspective de leur démobilisation.

Le mouvement ne s’est pas limité à la zone frontalière avec le Libéria ; il a essaimé aussi ailleurs. Dans les régions de la « boucle du cacao », notamment en pays bété, des dizaines de milices et de groupes d’autodéfense se sont constitués. Ici, la guerre et la propagande ultranationaliste ont radicalisé davantage les autochtones et aiguisé l’appétit des jeunes pour les terres et récoltes des allogènes. Ces violences sont certes très ancrées dans l’histoire locale et les conflits du terroir, mais elles sont aussi directement liées à la stratégie paramilitaire du pouvoir d’Abidjan et au processus de régionalisation de la guerre évoqué plus haut. En effet, les enquêtes menées sur le sujet<sup>4</sup> ont montré que les groupes paramilitaires avaient été organisés et financés par de proches conseillers de la présidence (en l’occurrence Kadet Bertin, ex-ministre de la Défense, conseiller du chef de l’État et par ailleurs parent de L. Gbagbo ; ainsi qu’Eloi Oulaï, directeur de Radio Côte d’Ivoire) et entraînés par des commandos de l’armée ivoirienne, en liaison avec les rebelles libériens cités plus haut. Elles restent aujourd’hui en liaison étroite avec les Forces de défense et de sécurité et les autorités administratives locales<sup>5</sup>.

Dans ce “Far West » ivoirien, le groupe paramilitaire le plus important est celui des Forces de Libération du Grand Ouest (FLGO), fondé par le “général” Denis

---

<sup>4</sup> Voir A. Marshall, C. Ero, « L’ouest de la Côte d’Ivoire : un conflit libérien ? », *Politique africaine*, n° 89, mars, 2003.

<sup>5</sup> Du reste cette étroite coordination est reconnue publiquement par les responsables politiques : Le 8 mai 2007, à Bloléquin, au cours d’une réunion entre les cadres et élus locaux, Eloi Oulaï a directement revendiqué sa responsabilité : « Tchéidé Gervais (vice-président du Conseil Général de Guiglo), Daouho Benoit (maire de Bloléquin), c’est nous qui avons donné les armes à ces jeunes combattants et les avons équipés pour repousser la rébellion...Si des gens devaient aller devant le TPI, c’est nous. C’est à mon bureau que la répartition des armes et l’organisation des différents groupes ont été ficelées. Aussi, l’organisation de la visite du Chef de l’Etat, et la sensibilisation pour le démantèlement des groupes d’autodéfense doit être notre affaire... », *Le Nouveau réveil*, 9 mai 2007.

Maho Glofiéhi, assistant du maire de Guiglo et membre du Comité Central du FPI.  
Les autres principales milices sont<sup>6</sup> :

- le Mouvement ivoirien pour la Libération de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (MILOCI), dirigé par le "pasteur" Gammi, un prétendu homme de Dieu ayant fait ses classes au Libéria ;
- l'Alliance Patriotique Wê (AP- Wê), dirigée par Julien Gnan Monpého dit "Colombo"
- l'Union des Patriotes pour la Résistance du Grand Ouest (UPRGO), dirigée par Gabriel Banao, ancien douanier et ancien "tirailleur sénégalais" (classe 58 !)
- les FS Lima<sup>7</sup> : groupes assez lâches de mercenaires libériens établis à Duékoué que dirigeait au début Maho Glofiéhi et qui ont constitué une partie des troupes du Lurd ayant renversé Taylor.

Depuis juillet 2005, Maho dirige et représente officiellement ces cinq milices, connues désormais collectivement comme les Forces de Résistance du Grand Ouest (FRGO). Investi par ailleurs des fonctions de chef traditionnel et cumulant les postes de pouvoir, il est considéré comme le chef des chefs des miliciens de l'Ouest. Il a ses entrées à la présidence de la République à Abidjan où il se rend très régulièrement.

Mais ce n'est pas tout. Dans le cadre de cette stratégie globale de « résistance » du régime FPI, consistant à susciter la création de forces supplétives, le pouvoir a également encouragé la formation de très nombreux « groupes d'autodéfense » dans les villages, notamment de l'Ouest et du Centre-Ouest. Dans un contexte d'insécurité grandissante, ces groupes d'autodéfense villageoise se sont multipliés depuis le début de la guerre, au point que l'on en trouve désormais dans presque toutes les communes rurales. Créés au départ sur le mode des milices villageoises comparables au « vigilantisme » urbain, ces patrouilles informelles se sont très rapidement

---

<sup>6</sup> Il faudrait ajouter à cette liste non exhaustive une autre structure de nature un peu différente : les Groupes de patriotes pour la paix (GPP) qui, comme on le verra plus loin sont en fait plutôt des milices urbaines du Sud (Abidjan, et région de San Pedro), dirigée désormais par Bouazo Yoko Yoko qui réside à Abidjan. Les GPP revendiquent de nombreux combattants dans cette zone du Sud-Ouest, sans qu'il soit possible de les dénombrer.

<sup>7</sup> Selon un acteur-témoin direct, en l'occurrence Sian Rachel, commandant du camp de l'APWE à Duékoué : « Quand LIMA est venu en Côte d'Ivoire en faisant... en signant une convention avec la Côte d'Ivoire, une convention avec le Président de la République en disant, nous sommes venus vous aider, après votre guerre là, vous allez nous donner des armes pour aller libérer aussi notre pays. Voilà comment ils sont venus en Côte d'Ivoire. », Propos recueillis, par un membre de l'équipe, Alain Toh, à Duékoué, 26 mai 2007.

structurées, avec l'appui des autorités locales, en organisations hiérarchiques de « jeunes patriotes ruraux », faisant écho à leurs homologues d'Abidjan.

Dans de nombreuses localités, on trouve désormais des milices organisées sous la forme d'associations villageoises de « jeunes patriotes », assez structurées, avec à leur tête un président, un trésorier, un superviseur, et des responsables affectés à divers types d'activités de sécurité et de mobilisation. Parfois, elles se coordonnent avec les associations des villages voisins et tentent de se fédérer à l'échelon régional, mais pas toujours. Cette structuration politico-administrative s'accompagne d'un véritable processus d'enrégimentement et d'identification des volontaires : « chacun, rapportent Chauveau et Bobo, possède une carte d'identification prouvant qu'il est un patriote au service de son pays, portant mention de ses noms, âge et village d'origine. Elle sert de laissez-passer selon la consigne du préfet<sup>8</sup>. » Des informations concordantes indiquent qu'à l'approche du DDR/DDM, le nombre d'encartés s'est multiplié.

Il faut souligner que les rapports sont très étroits entre ces milices villageoises et les autorités locales (qu'il s'agissent des élus communaux, des députés ou des responsables de l'administration sur place : préfets, sous-préfets, etc) qui jouent un rôle capital d'impulsion et de coordination dans cette dynamique de milicianisation de l'espace rural. Cette tendance à l'enchevêtrement des logiques administratives et miliciennes illustre, au passage, le processus d'informalisation de l'État-FPI dont nous avons parlé plus haut, un régime qui, depuis le début de la guerre, repose de plus en plus sur des structures parallèles, sur des « organigrammes » de l'ombre où se mêlent inextricablement les réseaux d'influence politiques, économiques, militaires et paramilitaires.

Quelle est la composition sociologique de ces milices locales et quels sont leurs modes d'action ? Faute d'enquêtes empiriques ad-hoc, on manque évidemment d'informations précises à leur propos. Les effectifs varient fortement selon les cas et les situations locales. Tendanciellement, il semble toutefois que, au début, ces milices-groupes d'autodéfense, composées pour l'essentiel de jeunes hommes de moins de trente ans, aient été constituées de trois types de recrues : d'abord, des

---

<sup>8</sup> S. Bobo, J.-P. Chauveau, « La situation de guerre dans l'arène villageoise. Un exemple dans le centre-ouest ivoirien », *Politique africaine*, n° 83, mars 2003, p. 20.

jeunes « autochtones » du cru, les plus nombreux en général, qui se sont mobilisés pour défendre leur village ou la « patrie » et surtout pour « déguerpir » les allogènes (qu'ils soient Nordistes, Baoulés ou immigrés burkinabè, maliens, etc) et récupérer leurs biens. Parmi eux, notent Bobo et Chauveau<sup>9</sup>, on trouve souvent des individus qui ont eu des difficultés de scolarisation ou professionnelle et qui ont déjà eu des démêlés avec des migrants burkinabè à propos de questions foncières. Après une première phase de mobilisation assez générale dans les groupes d'autodéfense locaux, il semble que ceux qui avaient des activités régulières se soient progressivement retirés pour laisser le contrôle aux jeunes déscolarisés qui ont trouvé là une opportunité réelle d'ascension sociale. Parmi ces jeunes « barragistes » devenus miliciens, on trouve ensuite quelques jeunes « urbains », revenus au village en quête de terre, mais bloqués dans leur projet ; certains ont été politisés ou syndiqués en ville (notamment sur le campus) et reviennent avec des compétences « organisationnelles qu'ils mettent au service de la lutte patriotique locale. C'est une trajectoire plus rare mais pas anodine, car ces jeunes-là constituent des rouages importants de la galaxie patriotique. Enfin, parfois, des déplacés de guerre, meurtris par les violences et désireux de se venger, viennent aussi grossir les rangs des groupes d'autodéfense villageois. On ne connaît pas avec précision quelles sont les affiliations politiques de ces jeunes patriotes ruraux, mais nombre d'indications laissent penser qu'il s'agit la plupart du temps de sympathisants, voire de militants du FPI.

### *Protection et extorsion*

Ces structures rurales de jeunes patriotes remplissent généralement plusieurs types de tâches. Celles-ci varient évidemment selon les situations, mais on y retrouve en général une double logique de protection et d'extorsion, ce qui est le propre de toutes les structures miliciennes d'autodéfense. Comme indiqué plus haut, en effet, ces structures sont souvent nées d'un mouvement « spontané » de lutte contre l'insécurité : les jeunes du village se voyant confier par les anciens des fonctions de protection de la cité, ils ont d'abord rempli des fonctions de filtrage et de contrôle des accès du village, en montant des barrages, souvent très informels. Progressivement, dans de nombreux cas, cette fonction de « police » de contrôle des identités leur a été

---

<sup>9</sup> Ibid., p. 28-29.

« reconnue » par les autorités publiques et les forces de sécurité qui ont trouvé là d'utiles supplétifs dans leur entreprise de maillage du territoire. Ces barrages se sont multipliés sur tous les axes, provoquant des graves problèmes en matière de liberté de circulation. C'est que cette activité de « barragiste » s'est vite révélée lucrative. Si les premiers road-blocks érigés en 2001-2002 étaient d'abord destinés à éviter les infiltrations rebelles, par la suite, l'activité de barragiste a surtout consisté à racketter les passants et les véhicules, selon des procédures de plus en plus structurées. Aujourd'hui, comme on l'a vu plus haut, les barrages miliciens n'ont pas disparu, malgré les assurances données et les cérémonies de remise des armes.

Mais ce n'est pas tout. Outre cette fonction de « taxation », les milices rurales se sont vues aussi déléguer un « pouvoir foncier » qui se manifeste, de plus en plus fréquemment, par le biais d'expropriations de terres. Appuyés par les autorités locales et certains ressortissants de la région, haut placés à d'Abidjan, les groupes de « Jeunes patriotes villageois » font en effet régner la terreur dans certaines localités de l'Ouest où ils chassent les « allogènes » (Nordistes, Burkinabè, mais aussi Baoulé) de leurs terres qui sont ensuite récupérées, « légalement », par des *big-men* locaux. Ils peuvent aussi servir, à l'occasion, pour faire pression sur un groupe agro-industriel installé dans la région, afin que celui-ci verse une « redevance » aux nouveaux « maîtres de la terre ». Le boom de l'hévéa semble d'ailleurs conforter ces tendances-là (cf infra, chapitre sur l'économie). Dans ce processus d'extorsion foncière, les jeunes miliciens usent bien sûr de la violence, mais ils n'hésitent pas non plus à se parer des autours de la « tradition » et de la « coutume », dévoyées selon eux par leurs parents, pour réaffirmer les droits des autochtones sur la terre.

Dans certains cas, ces groupes locaux d'autodéfense villageoise ont aussi rempli des fonctions guerrières à proprement parler, en tant que forces supplétives des FDS lors des contre-offensives de l'Ouest. Il faut noter à cet égard, l'extrême porosité des frontières entre ces groupes qui s'entremêlent souvent sur le terrain : ainsi, par exemple, des associations de « jeunes patriotes » de la région de Guiglo et de Gagnoa qui sont en relation étroite avec le FLGO et le FSCO, organisations paramilitaires s'il en est.

Enfin, dans un contexte de préparation des échéances électorales, on constate que ces milices locales se voient de plus en plus fréquemment confier des tâches

politiques : « à défaut d'attaque des ex-rebelles, la mission des miliciens a été modifiée pour s'adapter au combat du moment, remarquait un observateur en 2005. Ainsi dans les zones forestières du sud-ouest, la consigne donnée aux milices est-elle claire. Elle consiste, d'une part, à protéger les zones sous emprise politique du parti au pouvoir contre toutes incursions de l'opposition. Dans les régions comme Gagnoa, Guibéroua, Divo..., il est question que les postes électifs (députés, maires, présidents de conseils généraux) restent la propriété exclusive du FPI. D'autre part, les miliciens du pouvoir doivent œuvrer à « chasser » les partis de l'opposition des zones où ils ont en main des postes politiques. (...) "Aux prochaines élections, il n'y aura plus ni maire, ni député ni président de conseil général PDCI et RDR dans notre région. Ces partis sont des partis rebelles et nous allons nous opposer au vote de leurs militants..." », confiait ainsi un milicien de Diégonéfla<sup>10</sup>. »

### *Les milices urbaines d'Abidjan*

Ce phénomène de milicianisation et de militarisation de la jeunesse est donc important en milieu rural. Mais il a aussi pris une grande visibilité dans les rues d'Abidjan où, sous la houlette de leaders très médiatiques, les « Jeunes patriotes » ont pris le pouvoir de la rue. Ce mouvement, dans toute sa complexité organisationnelle, idéologique et sociologique est sans doute l'expression la plus manifeste de l'évolution du régime Gbagbo dans la guerre : à savoir, un régime qui, à défaut de pouvoir s'appuyer sur une armée puissante et des alliances internationales solides, joue la carte paramilitaire de la milicianisation de la société pour imposer son ordre politique. Nous reviendrons dans le chapitre 3 sur le mouvement des Jeunes patriotes, ses structures militantes et sa signification sociologique. Ici, nous nous limiterons à sa dimension proprement milicienne qui comprend plusieurs types de structures.

A Abidjan, on trouve comme dans l'Ouest une multitude de milices et forces paramilitaires plus ou moins constituées et opérationnelles : le COJEP (Congrès Panafricain des Jeunes Patriotes) de Charles Blé Goudé ; l'Union pour la Libération Totale de la Côte d'Ivoire (UGTCI) du "Maréchal" Eugène Djué ; ou encore la Fesci,

---

<sup>10</sup> F. Konaté, « Bouaflé, Oumé, Diégonéfla, Hiré... : Les milices préparent un coup », 24 Heures, 2/16/2005

le syndicat étudiant, qui comporte une section "combattante", le fameux "blindé" (créé et dirigé par Kacou Brou, dit le Maréchal "KB", proche du président du FPI et actuellement Commandant des Affaires maritimes au port d'Abidjan). Mais c'est surtout le Groupement des Patriotes pour la Paix (GPP), actuellement présidé par Bouazo Yoko Yoko, qui se rapproche le plus d'un mouvement paramilitaire en ville. Le GPP (et ses milices associées au sein l'Union des mouvements d'autodéfense du Sud - UMAS) ainsi que le "blindé" de la Fesci constituent en quelque sorte la branche armée de la "galaxie patriotique". Nos enquêtes auprès des membres du GPP montrent néanmoins que ceux-ci tiennent à faire la distinction entre leur mouvement, engagé dans la lutte armée et la résistance militaire, et les autres organisations patriotiques qui « luttent par la parole ». Ils se considèrent comme des « corps habillés » et le sont d'ailleurs puisque, jusqu'à récemment, ils portaient des uniformes en tout point semblables à ceux des forces loyalistes. Les combattants enrôlés disposent également de cartes d'identification semblables à celles du FDS.

Malgré cette volonté de distinction, le discours des chefs du mouvement, tout comme celui des miliciens de base, est très proche de celui des Jeunes patriotes. Leur combat se décline sur le registre héroïque de la résistance pour sauver la république et comme une lutte de libération nationale.

« Nos hommes politiques sont des otages du système du pacte colonial français. C'est des otages ; la preuve, y a eu des Thomas Sankara, où ils sont ? Y a eu des Lumumba, où ils sont ? C'est-à-dire ceux qui veulent vraiment défendre la patrie, réclamer une certaine..., l'indépendance réelle de leur pays, ils sont mis en mino..., réduits en minorité, et puis ils sont expédiés d'une façon ou d'une autre. Donc le premier combat de la jeunesse, c'est de servir de base arrière à tous nos pouvoirs. [...] La vérité a une puissance. Donc si nous continuons à sensibiliser nos frères, nos amis, la prise de conscience va finir... par triompher. Et nous allons libérer tous nos pays. Et notre économie, notre richesse, qui logent dans le trésor français, vont nous revenir. Parce que ça, c'est pas normal<sup>11</sup>. »

---

<sup>11</sup> Bouazo Yoko Yoko, président du GPP, propos recueillis par R. Banégas en septembre 2006 à son domicile d'Adjamé (220 Logements)

Le Groupement des patriotes pour la paix a été fondé au tout début du conflit comme une armée de “réservistes” et de forces supplétives en soutien aux FDS comme le raconte Bouazo Yoko Yoko :

« L’esprit du mouvement s’est créé..., l’esprit du mouvement c’est quoi ? .... Bon, y en a qui parlent de milice, y en a qui donnent toutes les dénominations..., c’est de bonne guerre ; ça peut être des qualificatifs... ou bien... de façon péjorative de qualifier les mouvements ; mais ce qu’il faut savoir, ce que je pense, c’est que le GPP lui-même n’aurait pas dû exister, dans la mesure où dans tous les pays issus de la colonisation française, le service militaire est obligatoire. Dans le dispositif juridique, c’est vraiment obligatoire. Mais... de façon pratique, il a été rendu facultatif, parce que inexistant. Aujourd’hui le pays est attaqué. Ceux qui veulent s’efforcer à penser que c’est une crise ivoiro-ivoirienne peuvent le faire ; c’est leur droit. Mais nous, nous savons pertinemment que ce n’est pas une crise ivoiro-ivoirienne. Notre pays est attaqué. La patrie est en danger. Les réservistes qui devraient être, ne sont pas. L’armée a un nombre limité, parce que vieillissante. Qu’est ce qu’on fait ? Voilà l’interrogation dont la réponse a suscité la naissance du GPP. Qu’est ce qu’on fait ? Donc, il faut reconstituer rapidement...ce... ce groupe de réservistes qui devrait venir en appoint à l’armée régulière. Et puis en plus, la façon dont cette crise s’est déclenchée, ... elle s’attaque plus à la population civile, qu’à l’armée ; ce qui signifie que ce n’est pas une guerre ouverte. Donc il s’agissait de constituer des comités d’auto-défense, des groupes d’auto-défense... maintenant qui, face à l’agression extérieure, peuvent se constituer en base arrière pour les forces régulières<sup>12</sup>. »

Le GPP a été créé par Charles Groguhé, un ancien dirigeant de la Fesci, mais le mouvement lui a vite échappé au profit de Touré Zéguen (aujourd’hui encore considéré comme le véritable leader du GPP). Suite à diverses tensions et scissions internes, celui-ci sera ensuite remplacé par Bouazo Yoko Yoko. Les GPP ont recruté à Abidjan des centaines de combattants qui ont été encadrés, armés et entraînés par les FDS. Parmi eux, on trouve de nombreux anciens militaires, policiers, gendarmes qui ont une connaissance du métier des armes. Ce sont eux, en coordination avec les

---

<sup>12</sup> Ibid.

instructeurs de l'armée loyaliste, qui forment les nouvelles recrues dans les camps de la capitale économique. Les GPP disposent de plusieurs camps de regroupement et d'entraînement dans la ville (à Vridi, à Yopougon-Sable, Yopougon-Gesco, à Abobo-PK 18, à Bingerville et même à Cocody ou à la Riviera), souvent des espaces pris d'assaut où ils s'installent, comme ce fut le cas à l'Institut Marie Thérèse d'Adjamé. A Abidjan, le mouvement s'est structuré en une dizaine de compagnies ayant chacune en charge un secteur bien défini. Il est difficile d'apprécier exactement le nombre de combattants dont dispose les GPP dans le pays. Les chiffres les plus farfelus circulent sur le sujet. Lorsqu'ils étaient regroupés à l'Institut Marie Thérèse, ils étaient environ un millier. Les miliciens des GPP ne perçoivent pas de salaire ; ils sont juste entretenus et versent souvent dans le racket. Leurs pratiques de pillage et de racket ont d'ailleurs suscité de nombreux conflits avec les habitants, comme à Yopougon-Azito en novembre 2006. Des affrontements ont également eu lieu assez fréquemment avec la police qui tentait de mettre de l'ordre – et celle-ci a parfois été mise en déroute par les miliciens qui furent ensuite absous par P. Mangou le chef d'état-major des FDS lui-même. Le gouvernement Diarra, en son temps, avait même tenté de dissoudre le GPP (pour faux et usage de faux !), mais il n'y est pas parvenu. Il a toutefois été chassé de l'Institut Marie-Thérèse, ce qui a conduit les miliciens à se disperser dans la ville. Nous en avons rencontré certains, rentrés à leur domicile mais se considérant toujours mobilisés. D'autres se sont regroupés dans des camps plus discrets, dans les faubourgs. Ils continuent les entraînements et sont prêts à reprendre la rue en cas de besoin. Mais la motivation semble aujourd'hui fortement éteinte pour une grande partie d'entre eux.

### *La situation des milices depuis Ouagadougou*

Depuis quelque temps en effet, et singulièrement depuis la signature des accords de Ouagadougou, la situation globale des milices rurales et urbaines a fortement évolué. On assiste à un double processus potentiellement contradictoire : d'une part, la réduction de leur potentiel militaire (en hommes et en armes) sous l'effet de divers facteurs liés à la fin de la guerre, à la baisse des ressources, etc. ; et, d'autre part, une frustration croissante de ces miliciens qui acceptent de plus en plus mal d'être les oubliés du post-conflit, les laissés-pour-compte du processus de démobilisation et de réinsertion. Cette menace pèse sur la sortie de crise.

Le processus de démobilisation des milices (DDM) est en effet un des points d'achoppement de la normalisation post-conflit. Cette disposition était pourtant prévue dans la plupart des accords de paix et des documents de démobilisation-désarmement-réinsertion. Un filet de sécurité de 500 000 F.CFA, équivalent à celui des FN et FDS à démobiliser, est prévu pour chaque milicien enregistré. Des actions de réinsertion sont également envisagées et des listes de combattants ont été dressées : sur cette base, il a été décidé que la démobilisation des milices porterait sur environ 2000 hommes, alors que les chefs prétendent avoir sous leurs ordres plus de 10 000 combattants rien que dans l'Ouest, sans compter donc les milices urbaines du Sud... Jusqu'à présent, ce processus de démantèlement des milices n'a pas été véritablement engagé. Certes, au printemps 2007, des actions spectaculaires de remise des armes des groupes paramilitaires ont été mises en scène à l'Ouest ; un brasier symbolique a même été organisé en présence du chef de l'État. Mais comme indiqué plus haut, ces cérémonies n'ont concerné qu'un faible nombre d'armes de guerre (37 !) : le reste de l'arsenal a sans doute été mis en lieu sûr, sous la surveillance des FDS. De même, les principaux chefs miliciens ont été reçus à la présidence et ont signé des engagements fermes à démobiliser leurs troupes. Des sommes considérables (500 millions de F.CFA) leur ont d'ailleurs été versées. Mais une partie du magot ayant été détournée par les leaders (notamment le pasteur Gammi, en fuite), cela a accru les tensions au lieu de les apaiser. En septembre et décembre 2007, les milices de l'Ouest se sont ainsi soulevées pour manifester leur colère. Ce fut également le cas à Bloléquin en février 2008. Un observateur raconte :

« Le 19 mai 2007, lors de la visite du Président Gbagbo, toutes les milices avaient décidé de déposer les armes. Dans son discours, le chef des chefs avait dit qu'après deux semaines, on ne devait plus voir quelqu'un en arme dans les zones. Il a dit que si on voyait quelqu'un en arme après les deux semaines qui devraient suivre après la visite de GABGBO, il devait être considéré comme un ennemi et que ses mouvements renieraient l'auteur de ce port d'arme. Mais une semaine après la visite de Gbagbo, il y a eu une grogne parce que des combattants disaient que le Président leur aurait promis 500 millions et que le Préfet militaire aurait confirmé que cet argent est disponible au Trésor public. Et comme ces mouvements revendiquent au total 2000 combattants, chacun faisait ses calculs en

fonction d'une division équitable de cet argent. Le gouverneur militaire aurait dit que c'est lui qui a expressément demandé la suspension du paiement de cet argent parce qu'il a eu l'impression que dès le début, les chefs ont envoyé des fausses listes. Moi j'ai un peu travaillé déjà avec le GTZ dans la zone ce qui me fait dire que le chiffre de 2000 serait faux. Parce que le GTZ a une liste de seulement 400 combattants à réellement démobiliser par le PNDDR<sup>13</sup>. »

Dans l'Ouest, les observateurs constatent que les mouvements sont de moins en moins structurés, aujourd'hui « chacun se débrouille comme il veut » ou comme il peut. Quelques centaines d'hommes seulement ont reçu un pécule et se sont retournés à leurs activités. Les autres vaquent en attendant le DDM, soit en restant dans les camps, soit en traînant en ville, à Guiglo et Duékoué principalement. Cette situation d'attente accroît le climat d'insécurité qui était déjà très élevé dans la région. D'autant que la perspective du DDM suscite de nouvelles tensions entre les milices elles-mêmes : ainsi, par exemple, les groupes paramilitaires de Duékoué et Guiglo, qui sont les plus structurés, se sont élevés contre la velléité du gouvernement d'intégrer dans le programme de DDM des hommes en armes de Toulepleu. Dans cette localité proche de la frontière avec le Libéria, en effet, une énorme quantité d'armes a transité depuis le début du conflit et beaucoup de jeunes s'en sont procurés pour ensuite monnayer leur intégration dans les programmes nationaux et internationaux de réinsertion. Autre effet de la perspective du DDM : les miliciens reviennent dans les camps pour se faire dénombrer et d'autres, qui n'étaient pas intégrés dans les groupes paramilitaires mais simples "barragistes" dans les mouvements d'autodéfense villageois, se font "encarter" à Duékoué et Guiglo dans l'espoir d'être eux aussi pris en compte dans le DDM.

Comme indiqué plus haut, cette situation somme toute assez classique se traduit à l'Ouest par un double mouvement de montée des frustrations et des tensions d'un côté, mais aussi de découragement et de démobilisation des troupes qui après les accords de Ouagadougou ont perdu en partie leur raison d'être et, de surcroît,

---

<sup>13</sup> Gérard Bahié, agent de terrain basé à Guiglo et chargé de la région du moyen Cavally à l'ONG Search For Common Ground. Propos recueillis par G. Koné, 16 mars 2008.

n'osent pas se démarquer de la paix signée car « y a le pied de mon président dedans<sup>14</sup> ».

« Aujourd'hui, résume un observateur, les mouvements d'auto-défense n'ont plus de courage pour manifester à Duékoué et Guiglo. Les gens se disent que ce qui est arrivé au Miloci peut aussi leur arriver. En plus, le chef Banao a dit que tout ce qui est militaire, politique, il s'en lave les mains. Il ne veut plus se faire tuer. Sa fille est en Europe. Elle lui a envoyé une Mercedes. Il dit qu'il préfère rouler sa Mercedes désormais. En fait il soupçonne le gouverneur militaire d'avoir envoyé des éléments des FDS pour le tuer quand il y avait les derniers soulèvements des milices. C'est pourquoi il a décidé désormais de rester dans son coin. Et il dit que même si la Côte d'Ivoire est encore attaquée, il s'en fout. Il dit à tout le monde qu'il n'est plus prêt à défendre la Côte d'Ivoire. C'est l'Apwê qui est constitué de combattants tous originaires de Duékoué. Ils sont là, ils ne sont pas contents, mais ils ont peur de manifester. Leur chef Maho est une personnalité charismatique qui est beaucoup écoutée à la Présidence de la République. Chaque trois mois il se déplace pour aller à Abidjan et revient avec une 4X4. Il est très riche et a beaucoup de véhicules de luxe. Ses éléments ont toujours un espoir, ils comptent tous sur le Service civique. Chacun pense que s'il manifeste, Maho ne va pas le retenir dans la liste de ceux qui vont bénéficier du Service civique. C'est l'espoir qui fait que l'Apwê ne peut plus manifester. A Duékoué il n'y a plus de mouvement parce qu'il n'y a plus de chef. Colombo a fui et Banao a renoncé à la lutte. Chacun se défend pour vivre. Les combattants mendient à la limite pour vivre. Ça fait vraiment pitié<sup>15</sup>. »

En ville, la situation des milices fait aussi « pitié ». Certes, les groupes paramilitaires urbains continuent de s'entraîner quotidiennement dans les divers camps de la capitale économique. Mais depuis la signature de l'APO leur activité s'est fortement réduite et le moral est en berne. La tendance était d'ailleurs déjà à l'œuvre auparavant, car la mise en cause du GPP dans de nombreuses violences et

---

<sup>14</sup> Sian Rachel, commandant du camp de l'APWE à Duékoué, entretien, 26 mai 2007.

<sup>15</sup> Gérard Bahié, entretien cité.

actes de racket avait contraint le gouvernement à chasser les GPP de l'Institut Marie-Thérèse d'Adjamè et d'exiger d'eux un peu plus de discrétion. Leur nouveau président, Bouazo Yoko Yoko, a bien compris la nécessité de se plier à ces nouvelles directives et essaie de faire de son mieux pour redorer le blason de son mouvement en lui redonnant un minimum de discipline. Mais la tâche est difficile car la situation matérielle de ses troupes ne cesse de se dégrader. Ce qui frappe quand on enquête sur ces milices urbaines (comme rurales), c'est effectivement l'extrême dénuement des hommes qui les composent. Pour nombre d'entre eux, le premier combat quotidien est de se nourrir. Aujourd'hui que les mannes de l'État se sont en partie tariées, la question des conditions matérielles d'existence est devenue leur unique préoccupation. Ici aussi, la situation conduit à des effets contradictoires : d'un côté, la tentation de tout abandonner, de laisser tomber la « résistance armée » pour « se chercher » ailleurs et gagner sa pitance ; de l'autre, la colère croissante de constater que le "sacrifice" ne paie pas.

Là se situe en effet un des principaux facteurs de risque politique. A Abidjan, les miliciens n'acceptent pas d'être les laissés pour compte du processus de paix voire, comme cela a été entendu, les « cocus de Ouagadougou ». « Nous qui avons offert notre poitrine pour sauver la république, entend-on fréquemment, nous sommes moins bien traités que les rebelles que nous avons combattu et qui, aujourd'hui, sont dans les ministères et se pavanent dans de luxueux 4X4 ». L'amertume vis-à-vis d'un régime qui oublie « ses enfants » est de plus en plus grande et s'exprime au grand jour. Un reportage dans un des camps de la ville confirmait nos enquêtes :

« A Biabou II, la seule inquiétude des milliers de jeunes gens embarqués dans la "libération du pays" est leur avenir. Ils disent ne pas comprendre que même les policiers et gendarmes recrutés en 2006 qui ont simplement entendu parler de la guerre et qui ne savent pas ce qu'elle est, bénéficient de la prime "haut les cœurs"<sup>16</sup> alors que ceux qui ont combattu sur le front sont des laissés pour compte. Ils disent également ne pas comprendre qu'on arrose les groupes d'autodéfense de l'Ouest de billets de banque et qu'on ignore ceux du Sud royalement. Ils estiment qu'il est temps d'arrêter la discrimination. Ils préviennent tous : "si nous ne sommes pas

---

<sup>16</sup> Prime versée aux éléments des forces de sécurité en compensation de l'effort de guerre.

pris en compte par le Service civique, la guerre que nous allons déclencher sera grave.”<sup>17</sup> »

Il ne faut pas s'inquiéter outre mesure de ces rodomontades qui tiennent plus de l'énergie du désespoir que d'une volonté et d'une capacité réelles des GPP à mettre aujourd'hui le pays à feu et à sang. Des informations concordantes indiquent qu'une partie de leur arsenal a été repris et mis en lieu sûr par les FDS et on peut gager que celles-ci n'auraient sans doute pas grand mal à réduire cette menace si elle éclatait. Mais le pouvoir devra néanmoins en tenir compte dans la perspective de normalisation. La situation pourrait être plus délicate, en revanche, avec une autre milice urbaine, politiquement beaucoup plus influente, celle de la Fesci. Comme nous le verrons plus loin, la Fesci est devenue aujourd'hui un véritable État dans l'État et ses actions violentes font régner la terreur jusque dans les hautes sphères du pouvoir. Elle bénéficie de protections dans le premier cercle présidentiel qui font des Fescistes de véritables intouchables. Les membres du CECOS – unité d'élite créée par L. Gbagbo pour quadriller Abidjan - ont reconnu eux-mêmes à demi-mot avoir les mains liées par la Première dame et ne pouvoir rien faire contre la Fesci.

Quoi qu'il en soit, le pouvoir a-t-il vraiment l'intention de démanteler les milices ? Il ne semble pas que ce soit le cas comme en témoigne la création très récente d'un nouveau dispositif milicien à l'échelle d'Abidjan. Le paradoxe est en effet saisissant : au moment même où l'on négocie la démobilisation des miliciens de l'Ouest et des GPP, on crée dans les quartiers de la capitale économique une nouvelle milice qui est placée sous l'autorité municipale, du moins là où les mairies sont tenues par le FPI. Cette nouvelle Brigade de Protection et de Sécurité (BSPA), dirigée par Jean-Baptiste Golé (ex-chargé de communication du “Maréchal” Eugène Djué), a été mise sur pied début 2008 pour se préparer aux échéances futures, en l'occurrence électorales. Cette nouvelle force parallèle suscite des inquiétudes et des tensions jusque dans les rangs de la galaxie patriotique où l'on apprécie peu de se faire “doubler” par une nouvelle armée parallèle.

---

<sup>17</sup> « La vie des miliciens de Biabou II », *Nord-Sud Quotidien*, n° 792, mercredi 9 janvier 2008, p. 2.

## *Le service civique comme horizon d'attente*

Dans ces conditions comment envisager le démantèlement, la démobilisation et la réinsertion des miliciens ruraux et urbains ? Comme on l'a compris, la plupart d'entre eux vivent dans des conditions misérables et attendent une prise en charge de la part de l'État. Il suffirait sans doute d'un petit effort financier pour les rallier à une paix à laquelle ils sont disposés. Mais, comme pour les FN plus haut, cela n'est en fait pas aussi simple : d'abord, parce qu'ils sont aussi en quête de reconnaissance sociale et politique de leurs "sacrifices". Loin de satisfaire ce désir, l'accord de Ouagadougou accroît les frustrations en leur laissant penser que leurs ennemis d'hier sont aujourd'hui mieux traités qu'eux. Ensuite parce que leur rapport à la société, au travail et à l'argent a aussi été bouleversé par la guerre et la violence. Souvent, ils ne conçoivent plus leur avenir ailleurs que dans le métier des armes ou celui de la "protection". Comme nous nous le disait un observateur :

« La plupart des combattants n'ont plus d'espoir. Il serait difficile de leur donner un métier où ils doivent attendre longtemps les bénéfices. S'il y a par exemple un domaine de sécurité c'est-à-dire une société de gardiennage, ils vont accepter automatiquement. Parce qu'en fait c'est ça. Ils veulent devenir des soldats. Le domaine qui pourra bien porter, c'est l'agriculture. La plupart d'entre eux sont propriétaires de terres. Or maintenant tous les jeunes à l'Ouest veulent faire l'hévéa. C'est l'or vert de l'Ouest aujourd'hui. Ce qui fait que tout le monde s'intéresse brusquement à l'hévéa c'est que y a une nouvelle variété qui fait 3 ans et au maximum 4 années pour produire. Ce n'était pas le cas avant où il fallait attendre 7 années. Automatiquement aujourd'hui, tout le monde veut faire hévéa. Je peux aussi conseiller l'élevage. Une chose est extraordinaire à Guiglo : quand tu sors la nuit, tu ne verras jamais un coin où tu peux t'acheter un poulet à manger, tellement que le poulet est rare dans la ville. Y en a même pas. Ça veut dire que si tu investis dans ce domaine, ça va marcher<sup>18</sup>. »

En ville, on constate que beaucoup de miliciens aujourd'hui désœuvrés se sont reconvertis dans les sociétés de sécurité privée qui connaissent un boom

---

<sup>18</sup> Gérard Bahié, entretien cité.

spectaculaire. Certaines d'entre-elles ont été créées par des proches du pouvoir, et de la Première dame en particulier, avec ce but implicite de reconversion des groupes paramilitaires. C'était une manière de leur donner un nouveau statut, mais aussi de nouvelles fonctions à un moment où l'on avait moins besoin d'eux et où la pression internationale s'accroissait. C'est évidemment aussi une façon de se constituer une "armée de réserve" privée au cas où la situation politique tournerait mal. Plus globalement, on constate que ce secteur de la sécurité et de la protection est très prisé par les miliciens restés dans les camps qui, selon nos enquêtes, louent leurs services au plus offrant. Les GPP, par exemple, sont de plus en plus souvent employés pour "sécuriser" certains événements privés et manifestations publiques à Abidjan, en relation avec les forces de l'ordre. Généralement, le "marché" est approuvé sinon signé par le président du mouvement lui-même qui n'a guère d'autres moyens de rétribuer ses troupes.

En fait, pour tous ces miliciens qui se cherchent un avenir comme pour leurs homologues des Forces nouvelles, l'espoir se résume souvent à un seul terme : le Service civique. Cette formule proposée par Laurent Gbagbo lors du lancement du Dialogue direct et prévue dans l'APO est agitée comme un mantra par tous les acteurs du DDR et du DDM. C'est la formule miracle qui doit absorber tous les combattants surnuméraires et permettre de canaliser leur violence potentielle. Le pouvoir a ainsi prévu d'enrôler 40 000 personnes dans le Service civique, dont 20 000 FAFN. Beaucoup de publicité a été faite autour de cet enjeu qui, de fait, suscite d'énormes attentes non seulement chez les combattants à démobiliser (qui souhaitent pour une partie d'entre eux, rester dans un cadre paramilitaire), mais aussi chez une partie de la jeunesse également attirée par le statut des "corps habillés". Faute d'autre projet mobilisateur, la promesse de Service civique tient aujourd'hui lieu de politique publique de la jeunesse. Avec les risques que comporte la mise en avant de promesses non tenues. En 2008, le projet en effet n'a pas vu le moindre début de commencement ; il est considéré comme infaisable et même risqué par tous les experts. Car, outre qu'il serait budgétivore (entre 30 et 40 milliards de F.CFA prévus), ce Service civique aurait évidemment l'inconvénient de maintenir une « nation en armes » et de perpétuer la militarisation de l'espace public.

*Dernière section sur l'entrisme des Fescistes au sein de l'Etat et l'informalisation des modes de gouvernement (à faire)*